

ENTRETIEN AVEC LA PRESSE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'ISSUE DE SA RENCONTRE AVEC M. BETTINO CRAXI, PRÉSIDENT DU CONSEIL ITALIEN, MILAN, LUNDI 20 FÉVRIER 1984.

20 FEBRUARY 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et messieurs,

- Il est agréable pour moi de venir à Milan, où m'a invité M. Bettino Craxi, très agréable de le retrouver dans son pays et de connaître par lui-même les dispositions de son gouvernement dans la discussion européenne en-cours.

- Il vous a dit à l'instant ce qu'il en était. Il y a une grande unité de vues entre l'Italie et la France sur la plupart des problèmes que nous avons évoqués, que vous connaissez et que j'ai eu l'occasion d'exposer à ceux d'entre vous qui se sont déplacés avec moi au-cours de ces trois dernières semaines. Nous en avons fait naturellement le tour, à-partir de la demande faite par plusieurs de nos partenaires d'une plus grande maîtrise de la croissance des dépenses budgétaires de la Communauté.

- Autour de ce problème central, se posent successivement tous ceux que vous savez : de la contribution britannique aux productions excédentaires agricoles et aux problèmes monétaires liés, ceux des montants compensatoires, tout cela entraînant l'idée que l'on se fait des politiques nouvelles évoquées à l'instant par M. Bettino Craxi. Politiques nouvelles : j'en ai cité quelques unes à La Haye, la liste n'en n'est pas arrêtée, mais on peut, en effet, facilement concevoir diverses relances de la construction européenne autour de quelques activités majeures, allant de la technologie, de l'industrie, de l'espace, aux problèmes de culture, d'environnement, sans oublier, bien entendu, et nous en avons parlé, ce que j'ai appelé "l'espace social européen".\

Les points sur lesquels nous devons mettre l'accent aujourd'hui, sont des problèmes tout à fait pratiques et font pour l'instant l'objet des débats des institutions qualifiées, qui sont au travail déjà depuis quelque temps particulièrement au-cours de ce week-end près de Paris et aujourd'hui même à Bruxelles pour le Conseil des ministres. On me disait à l'instant, à propos par exemple, de l'élargissement de la CEE à l'Espagne qu'une déclaration venait d'être adoptée en ce moment même à Bruxelles. On constate donc des avancées, si vous le voulez bien, des progrès, mais le tout n'est pas encore lié, c'est ce qui reste à faire. Il y a les points forts de tels ou tels pays, selon leurs types de production et l'orientation de leurs intérêts, qui devront se rencontrer au-cours des réunions prochaines, j'en tiendrai de mon côté sur le plan bilatéral, et il y aura les réunions institutionnelles. Je rassemblerai le tout dans un document au début du mois de mars pour qu'il soit soumis à l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement le 19 mars à Bruxelles.

- C'est un schéma que la plupart d'entre vous connaissent bien, dont la précision, heureusement, s'accroît à mesure qu'on avance - le phénomène contraire aurait pu se produire. Il semble que le besoin d'aboutir soit ressenti plus fortement, mais je le repète, le tout n'est pas lié, la discussion n'est pas close, il reste des points difficiles à régler. Cela sera le reste de ma tâche au-cours des quelques semaines qui viennent, et j'irai d'ailleurs en traiter demain, à Dublin, pour ce qui touche aux intérêts et aux intentions de l'Irlande.

- La halte aura été pour moi l'occasion, au-delà des problèmes européens, de retrouver des amis personnels, de retrouver une ambiance, un pays fondateur, comme la France, de l'Europe. Bref, nous avons beaucoup de choses à nous dire, en peu de temps, c'est ce que nous avons fait.\

QUESTION.- Monsieur le Président, excusez-moi, avez-vous parlé de la mission des douaniers du Mont-Blanc ?

- LE PRÉSIDENT.- Vous parlez des douaniers italiens ou des douaniers français ? Vous vous adressez à M. le Président du Conseil des ministres italien ?

- QUESTION.- Ces derniers jours, des indiscrétions ont filtré du Quai d'Orsay selon lesquelles la France n'est pas satisfaite de la diplomatie fuyante de l'Italie en-particulier en-raison d'un accord tacite que l'Italie aurait eu avec la Syrie sur la question libanaise. Je voudrais savoir si ces indiscrétions sont confirmées et s'il en a été question pendant les conversations ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, vous êtes le premier à m'en parler. J'ignorais que j'avais eu des difficultés avec l'Italie à ce sujet. Je vais donc m'informer à partir de ce soir. J'espère que vous me confirmerez que nous avons eu des incidents, mais je ne le savais pas jusqu'alors. Je ne savais pas qu'il y avait un contentieux pour peu que votre information soit exacte, naturellement.\

QUESTION.- Il faut être optimiste, mais s'il n'y a pas d'accord, qu'est-ce qui va se passer, selon vous ? Est-ce que le Traité de Rome va être abrogé ou bien changé ?

- LE PRESIDENT.- Quand on est au travail pour aboutir à un accord, il peut être intéressant d'examiner avec les différents partenaires les conséquences d'un non-accord pour chacun. Mais lorsque l'on débat publiquement, lorsqu'on s'adresse à toute l'Europe, avant d'examiner les conséquences d'un échec, je pense que l'on veille à encourager la réussite, c'est ce que je fais, je ne veux donc pas mélanger ce genre de discussion. Nous pourrions déjà aborder ce sujet, ou nous pourrions - au conditionnel - après le 20 mars de cette année, bien que ce soit prématuré, mais enfin cette discussion serait plus actuelle. Elle ne l'est pas aujourd'hui. Pour l'instant, on travaille à la réussite et il n'y a pas lieu de jeter le manche après la cognée, de douter de la réussite possible, même si, je le dis moi-même aux journalistes que j'ai plaisir à rencontrer de temps à autre, même si je considère que nous ne sommes pas encore au terme de nos discussions.\

QUESTION.- Monsieur le Président, au moment de relancer l'Europe, est-ce que vous n'êtes pas un petit peu inquiet de la montée des corporatismes, de la remontée des corporatismes en France. Je veux parler évidemment de l'affaire des routiers ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que les questions se télescopent. Pour l'instant les problèmes des routiers se sont posés au travers de problèmes de douaniers. Les problèmes de douaniers ont été, sinon réglés, du moins mis de côté depuis mercredi, je crois, pour la France. Je crois savoir que le Président du Conseil des ministres d'Italie `Bettino Craxi` se préoccupe de trouver dans la semaine les bases d'un accord avec les douaniers italiens, mais je ne peux pas répondre à sa place.

- QUESTION.- Et la montée du corporatisme ?

- LE PRESIDENT.- J'en traiterai avec vous, lorsque nous serons de retour à Paris, c'est un problème - qui n'est pas spécifiquement français, vous avez raison de le dire, mais enfin, je ne peux m'expliquer devant la presse que pour ce qui touche à la vie des Français, et je préfère faire cela en France.\

QUESTION.- Au parlement européen il y a un très fort mouvement de relance de la Communauté, même sur le -plan institutionnel. Au niveau du Conseil des ministres, c'est le calme ? cela ne bouge pas. Comment expliquez-vous cette différence avec les autres domaines ?

- LE PRESIDENT.- Comment l'expliquer, cela vous pouvez le faire autant que moi. Ce que vous dites est vrai. Personnellement, je pense que toutes réserves d'usage étant faites sur le contenu institutionnel des réformes proposées, que j'ai bien entendu lu, mais que je n'ai pas encore étudié suffisamment pour pouvoir me prononcer publiquement, c'est tout de même une direction que j'approuve. Je pense que cette prise de conscience des pays de l'Europe des Dix, est une prise de conscience qui tend à une affirmation de ce qui est une réalité historique, géographique, culturelle qui devrait être une réalité politique et qui a déjà réussi à être une réalité économique, avec sans doute des à-coups subits depuis la crise pétrolière. Mais tout de même, c'est une direction que j'approuve. Pour le reste, je demande à voir de plus près.

- Il est certain que les parlementaires actuels ont besoin de trouver un véritable sens à leur mission, qu'ils n'ont pas toujours trouvé dans leur mandat au terme de cinq ans. Les gouvernements qui doivent traiter chaque jour de problèmes tout à fait pratiques voient davantage les inconvénients des grands projets. Ce double tempérament de ceux qui gouvernent et de ceux qui débattent s'observe à tout moment de l'histoire. Mais j'aimerais faciliter la conjonction de cette volonté du Parlement européen que j'aperçois comme vous, et peut-être d'une plus grande ouverture des gouvernements qui se rassemblent au Conseil européen. D'ailleurs il me semble bien que c'est ce qu'a voulu laisser entendre, tout à l'heure, le Président du Conseil italien `Bettino Craxi`, lorsqu'il a ouvert cette conférence de presse, et je le rejoins tout à fait sur ce point.

- Si les ministres redevenaient parlementaires, peut-être retrouveraient-ils l'élan temporaire lorsqu'ils n'auraient plus à traiter de chaque chose quotidienne, ils se retrouveraient parlementaires à Strasbourg, ils feraient peut-être de nouveau des propositions très exaltantes. Bref, il y a une sorte de dichotomie naturelle entre ceux qui gouvernent, c'est à dire qui gèrent, et ceux qui proposent. Je ne dis

unichotomie naturelle entre ceux qui gouvernent, c'est-à-dire qui gèrent, et ceux qui proposent. Je ne suis pas qui rêve, mais le pouvoir d'imagination, c'est un grand pouvoir dans toute société, c'est en quoi un Parlement est fort utile.\

QUESTION.- Monsieur le Président Craxi dit souvent qu'il a l'impression que l'on perd la vision politique globale de l'Europe et que l'on s'attache à la vision sectorielle des problèmes. En Amérique, il a même dit qu'il lui semblait que les nations européennes étaient des trains qui partaient sur des voies différentes, et que s'ils continuaient à marcher ainsi, on arriverait à des désastres ferroviaires. Depuis l'échec d'Athènes, avez-vous l'impression que nous avons fait quelque chose durant ces deux derniers mois pour éviter ces désastres ferroviaires ?

- LE PRESIDENT.- Pour ce qui me concerne, fils et petit-fils de cheminot, on doit supposer que j'ai une connaissance particulière ou instinctive des aiguillages. Je fais un travail d'aiguilleur, pour l'instant, en essayant de faire qu'à certains endroits les voies se rejoignent. On ne jugera qu'un peu plus tard si j'ai réussi dans cela.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous sentez chez vos partenaires cette volonté de faire quelque chose ensemble pour l'Europe, ou est-ce que vous constatez qu'en temps de crise, chacun a un peu tendance à se replier sur soi ?

- LE PRESIDENT.- Oui, le repli sur soi est naturel quand on subit des rudes chocs de la crise mondiale, et chacun des pays de la Communauté souffre de cette situation. Mais je peux dire que oui, je trouve chez plusieurs partenaires une réelle volonté de construire cette Europe dont nous parlons. Plusieurs, plus peut-être qu'on ne le croit. Seulement voilà, ils sont pris dans la contradiction qu'évoquait tout à l'heure l'un des journalistes qui nous interrogeaient, la contradiction entre les intérêts immédiats qui ne donnent pas beaucoup de jeu dans l'action, et la volonté de construire. Espérons que l'aiguillage sera bien mis au point. Je n'en dirai pas davantage.\

QUESTION.- Puisque vous êtes en ce moment le chef de l'Europe, quelle est votre opinion sur la situation de l'Europe, la position de l'Europe envers les super-puissances : Etats-Unis et Union soviétique, dans les relations entre ces deux pays et sur les questions internationales ?

- LE PRESIDENT.- C'est une question qui dépasse un peu le -cadre de cette rencontre avec la presse, et je dois dire que, dans son ampleur, elle exigerait de ma part d'abord beaucoup de réflexion et ensuite une sorte de petite conférence vis-à-vis des deux plus grandes puissances.

- Je me contenterai de dire que l'Europe a besoin d'exister, de s'affirmer, d'être elle-même, et non pas seulement cliente de l'une ou de l'autre de ces puissances. Cette tendance, ce mouvement de l'histoire vers une Europe existant en tant que telle et par elle-même, ce serait une façon de retrouver l'écho de paroles célèbres prononcées dans ce pays il y a un peu plus d'un siècle.

- Oui, je crois vraiment que l'Europe doit se donner les moyens de son indépendance, mais à-partir de données qui sont celles d'aujourd'hui, qui doivent tenir le plus grand compte des réalités présentes, de l'héritage de deux guerres mondiales et spécialement de la deuxième. Tout cela crée une situation de fait qui ne permet pas d'imaginer que les distances historiques seront aisément franchies. Donc il faut y travailler, c'est dans ce sens qu'il faut aller, selon moi, du moins.

- Quand à la paix, la guerre, il faut que l'Europe soit une force d'équilibre et donc une force de paix et qu'elle contribue à ce qui peut servir l'équilibre entre les plus grands et aussi par elle-même. La paix, qui ne prononcerait ce mot avec beaucoup de considération, de réflexion, d'amour, lorsque dans des pays comme les nôtres on a tant souffert de ces immenses conflits qui ont déchiré l'Europe avant de la détruire.

- Alors, dans les discussions présentes ou dans les discussions qui vont reprendre et dans celles qui reprendront plus tard, en tant que Président de la République française, je défendrai comme je l'ai fait jusqu'ici la notion d'équilibre, meilleure garantie de la paix pour longtemps en tout cas.

- Nous sommes partis d'une sorte de compte rendu que nous avions à faire, des conversations que nous avons, le Président du Conseil des ministres italien `Bettino Craxi` et moi-même, sur un problème précis qui doit connaître un dénouement prochain, qui à l'heure actuelle évolue chaque jour et qui va nous conduire vers des réunions de Conseils des ministres et de conseils spécialisés jusqu'au Conseil de Bruxelles `Conseil européen`, exactement dans un mois. Alors, voilà à quoi nous nous appliquons. Je crois que l'effort que nous avons fait ce soir, M. Bettino Craxi et moi-même, à la fois d'appréhender la réalité des problèmes qui se posent à nous et leur difficulté en élargissant la vision d'une Europe qui ne

buterait pas sur les seuls problèmes qui l'oppose aujourd'hui, je crois que c'est la meilleure façon d'obtenir une heureuse solution. Je crois que ce n'est pas utile d'en dire davantage et je vous remercie.\